

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

Maître de l'ouvrage

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Direction d'Infrastructure de la Défense de Papeete

Objet du marché

Projet n° DIDPPT24024

Polynésie Française – Ile de Tahiti – Groupement Aéronautique Militaire - Réalisation des infrastructures nécessaires à l'accueil des ALBATROS

Lot 7 : Démolitions

Marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-6 du code de la commande publique

Acheteur :

Monsieur le directeur de la Direction de l'Infrastructure de la Défense de Papeete

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique :

La section comptabilité métier – Tél : 40.46.30.17

Ordonnateur secondaire :

Monsieur le directeur du commissariat d'outre-mer en Polynésie Française
BP 9420 – 98715 PAPEETE – CMP

Comptable public assignataire des paiements :

Monsieur le directeur des finances publiques en Polynésie Française
27 rue Anne-Marie Javouhey - BP 86 – 98713 PAPEETE – TAHITI

Conducteur d'opération

Division Projets - Section Conduite d'opérations
de la Direction d'Infrastructure de la Défense de Papeete

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**SOMMAIRE**

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES | 4 |
| 1-1. Objet du marché | 4 |
| 1-2. Décomposition du marché. | 4 |
| 1-3. Désignation des sous-traitants en cours de marché | 4 |
| 1-4. Travaux intéressant la défense – Confidentialité – Mesures de sécurité | 5 |
| 1-5. Maîtrise d'œuvre – CCAG applicable | 6 |
| 1-6. Conduite d'opération | 7 |
| 1-7. Contrôle technique | 7 |
| 1-8. Coordination SPS | 7 |
| 1-9. Autres intervenants | 8 |
| 1-10 Documents à produire | 8 |
| 1-11. Clause d'insertion par l'activité économique | 8 |
| ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ | 8 |
| ARTICLE 3. PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES | 10 |
| 3-1. Nature des prix | 10 |
| 3-2. Contenu des prix | 10 |
| 3-3. Variation dans les prix | 11 |
| 3-4. Paiement des co-traitants et des sous-traitants | 12 |
| 3-5. Paiement et règlement des comptes. | 13 |
| ARTICLE 4. DÉLAI(S) D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS – RETENUES - INDEMNITÉS | 14 |
| 4-1. Délai(s) d'exécution des travaux | 14 |
| 4-2. Prolongation de(s) délai(s) d'exécution | 15 |
| 4-3. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux – Pénalités diverses et retenues | 15 |
| 4-4. Cumul et plafonnement | 15 |
| 4-5. Indemnités d'attente et de dédit | 16 |
| ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ | 16 |
| 5-1. Avance | 16 |
| 5-2. Retenue de garantie | 16 |
| ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS | 17 |
| 6-1. Provenance des matériaux et produits | 17 |
| 6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt | 17 |
| ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES | 17 |
| ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX | 17 |
| 8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux | 17 |
| 8-2. Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détail | 19 |
| 8-3. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers | 19 |
| 8-4. Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier | 21 |
| 8-5. Augmentation du montant des travaux | 21 |
| 8-6. Résiliation du marché | 21 |
| ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX | 22 |
| 9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux | 22 |
| 9-2. Réception | 22 |
| 9-2.1. Opérations préalables à la réception | 22 |
| 9-2.2. Levée des réserves | 22 |
| 9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages | 22 |
| 9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages | 23 |
| ARTICLE 10. GARANTIES | 23 |
| 10-1. Garantie de parfait achèvement | 23 |
| 10-2. Garantie de bon fonctionnement | 23 |
| 10-3. Garantie décennale | 23 |
| 10-4. Garanties particulières | 23 |
| 10-5. Assurances | 23 |
| ARTICLE 11. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE | 24 |
| ARTICLE 12. DÉVELOPPEMENT DURABLE | 24 |

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 13. LITIGES | 25 |
| ARTICLE 14. MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS D'EXÉCUTION | 25 |
| ARTICLE 15. RÉGIME DES RÉSULTATS | 25 |
| ARTICLE 16. CERTIFICAT DE BONNE EXÉCUTION DE MARCHÉ (CBEM) | 25 |
| ARTICLE 17. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX | 26 |

ANNEXE 1 – Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense

ANNEXE 2 – actions pour un chantier responsable

ANNEXE 3 – Guide de démarrage SUBCLIC (*déclarer un sous-traitant*)

ANNEXE 4 – Demande de contrôle primaire

ANNEXE 5 – Guide de remplissage des demandes de contrôle primaire

ANNEXE 6 – Liste des pénalités

ANNEXE 7– Modèle de PDM

ANNEXE 8– MDP PDM

ANNEXE 9 – Dispositions relatives aux documents sensibles ou portant la mention « Diffusion Restreinte (DR) »

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**1-1. Objet du marché**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des travaux de construction de trois alvéoles de maintenance aéronautique, de construction de hangar de stockage, de bureaux et l'aménagement des voiries et des clôtures autour des constructions, à FAA'A.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

La présente consultation s'inscrit dans le cadre d'une opération dans laquelle d'autres marchés tels que définis ci-dessous sont prévus, et qui seront passés selon une procédure adaptée (lots 6,8 et 9) et une procédure formalisée (lots 1 à 5).

| Lot | Noms du lot | |
|-----|--------------------------------------|----------------------------------|
| 1 | VRD | Marché de défense et de sécurité |
| 2 | Structure | |
| 3 | Corps d'états techniques | |
| 4 | Corps d'états secondaires | |
| 5 | Menuiserie extérieures et serrurerie | |
| 6 | Désamiantage - déplombage | Marché public |
| 8 | Photovoltaïques | Marché de défense et de sécurité |
| 9 | Ascenseur | |

1-2. Décomposition du marché.1.2.1. Allotissement du marché

Le marché fera l'objet d'un unique lot : Lot 7 Démolitions

1.2.2. Décomposition en tranches

Le marché est décomposé en une tranche ferme (TF) et une tranche optionnelle (TO).

| Désignation des tranches | |
|--------------------------|------------------------------|
| Tranche Ferme (TF) | Démolition de deux bâtiments |
| Tranche Optionnelle (TO) | Démolition d'un bâtiment |

1-3. Désignation des sous-traitants en cours de marché

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société **SUBCLIC**¹ (<https://subcllic.com/>).

Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 6 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

SUBCLIC est un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCAP (**annexe 3**).

1-4. Travaux intéressant la défense – Confidentialité – Mesures de sécurité

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG/TVX et aux points suivants concernant les lieux d'exécution des travaux :

Certaines bases ou établissements des armées, lors d'évènements de service de courte durée ou de manœuvres tenues secrètes par l'autorité militaire jusqu'à leur déroulement effectif, sont susceptibles d'être fermés sans préavis. Les travaux sont de ce fait interrompus.

La durée fixée pour l'exécution de la prestation ou de la commande, si celle-ci est en cours de réalisation, est d'office prolongée d'une période égale à cet arrêt mais, celui-ci qui n'excède pas le plus souvent quelques jours ne peut donner matière à compensation ou indemnisation.

En outre, le titulaire prendra en compte les dispositions de l'arrêté du 15 mars 2021 portant approbation de l'instruction ministérielle n°900 sur la protection du secret et des informations *diffusion restreinte* et sensibles ; en particulier **aux stipulations de l'annexe 9 du CCAP** relatives aux modalités de gestion, diffusion d'informations ou documents sensibles ou portant la mention de « Diffusion restreinte (DR) » au titre du marché.

A. Contrôle élémentaire du personnel

Conformément à l'instruction ministérielle n°900/ARM/CAB/NP du 15 mars 2021, l'ensemble du personnel que le titulaire souhaite affecter à l'exécution des marchés fera l'objet d'une enquête de sûreté.

En conséquence, au plus tard une (1) semaine après la notification du marché, le titulaire devra fournir à l'acheteur, les **fiches individuelles de contrôle primaire (CPR) pour l'ensemble du personnel qu'il souhaite affecter à l'exécution du marché (annexe 4)**.

Un guide de remplissage est également fourni en **annexe 5**.

A titre indicatif cette enquête peut durer en moyenne **un (1) mois**. La durée de validité de ce contrôle est valable **trois (3) ans**.

Les fiches individuelles vierges sont à récupérer auprès du maître d'œuvre.

Rappel :

Pour les travailleurs étrangers, le titulaire devra fournir les copies des titres de travail les autorisant à exercer une activité salariée en Polynésie Française.

Tout étranger titulaire d'un titre dont la validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par l'acheteur et/ou le maître d'œuvre en vue de l'exécution du marché ou pour toute autre cause.

B. Accès au chantier

a) Liste nominative

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire de chaque lot, pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste doit comporter pour chaque personnel, les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D 1221-24 du code du travail, le maître d'œuvre exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire

d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.
Le titulaire de chaque lot devra s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

b) Contrôle des accès

Pour être admis à pénétrer et à circuler dans l'enceinte militaire, tous les personnels des entreprises devront être munis du laissez-passer qui leur sera fourni par la maîtrise d'œuvre. La demande pour tout laissez-passer devra être présentée à la maîtrise d'œuvre dans les délais qui seront notifiés lors de la période de préparation. Ce laissez-passer comporte une photographie et des renseignements issus de la carte d'identité ou du titre de séjour pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en connaître le motif.
Le résultat de l'enquête détermine l'accès ou pas au chantier.

c) Respect des obligations relatives à l'emploi de la main d'oeuvre

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Les ouvriers devront avoir en port apparent le badge de l'entreprise en application de l'obligation réglementaire imposant aux ouvriers de détenir et être en capacité de présenter leurs cartes d'identification professionnelle du BTP sur demande du maître d'œuvre ou du conducteur d'opération (cf. Décret n°2016-175 du 22/02/2016).

C. Opération sensible

1. Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations sensibles ou supports protégés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

2. Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal.

3. Le titulaire **s'engage à respecter et à faire respecter les dispositions décrites à l'annexe 9 du CCAP.**

4. Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

1-5. Maîtrise d'œuvre – CCAG applicable

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Island studio Architecture

Centre VAIMA 4^{ème} étage local 109 Papeete, Tahiti, PF

Tél : +689 87 35 01 55 – 40 82 02 03

Courriel :

- info@islandstudioarchitecture.com
- I.llobell@islandstudioarchitecture.com
- fabrice.foison@islandstudioarchitecture.com

qui est chargé d'une mission sur projet comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux et l'assistance au maître d'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les décisions du maître d'ouvrage sont transmises par ordre de service à l'adresse postale ou électronique du titulaire. Celui-ci accuse réception de la décision en renvoyant un exemplaire daté et signé par voie électronique, postale ou en mains propres.

Pour l'application de l'article 3.8.2 du CCAG, il appartient au titulaire du marché qui invoquerait un risque de sécurité ou de santé présenté par un ordre de service, de donner des indications précises et les références exactes des textes législatifs ou réglementaires sur lesquels il s'appuie, faute de quoi un éventuel refus d'exécuter de sa part serait irrecevable.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux marchés de Travaux est applicable au présent marché sauf dérogations mentionnées dans le présent document.

Les études d'exécution ainsi que les documents d'exécution des ouvrages (DEO) sont à la charge du titulaire.

1-6. Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par la maîtrise d'ouvrage représentée par :
L'État - Ministère de des Armées - Direction d'infrastructure de la défense de Papeete représenté par :

Chef de division Projets :

IPMI Laetitia PIAT - Tél. 40 46 30 82

Mail : laetitia.piat@intradef.gouv.fr

Où

Monsieur Aloys FOTZE - Tél : 40 46 30 51

Mail : alloys.fotze@intradef.gouv.fr

1-7. Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, la maîtrise d'ouvrage est assistée d'un contrôleur technique :

La mission de contrôle technique sera assurée par :

SOCOTEC POLYNESIE

BP 1704 – 98713 Papeete – Tahiti

Tél : +689 40 50 68 68

Courriel : polynesie@socotec.com

1-8. Coordination SPS

Pour l'exécution du présent marché, la maîtrise d'ouvrage est assistée d'un coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé dont la mission, de catégorie 1, couvrira notamment la phase de réalisation des travaux.

La coordination en matière de sécurité et protection de la santé sera assurée par :

SOCOTEC POLYNESIE

BP 1704 – 98713 Papeete – Tahiti

Tél : +689 40 50 68 68

Courriel : polynesie@socotec.com

1-9. Autres intervenants

Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC)

La mission d'ordonnancement pilotage et coordination est assurée par la maîtrise d'œuvre privée en mission complémentaire. Toutefois, le titulaire assurera, durant toute la durée du chantier, l'échelon de synthèse (gestion des interfaces et des limites de prestations entre l'ensemble des plans et élaboration des plans de synthèse avant envoi au maître d'œuvre pour visa).

L'OPC de l'opération citée à l'article 1.1 ci-dessus est assuré par :

Island studio Architecture

Centre VAIMA 4^{ème} étage local 109 Papeete, Tahiti, PF

Tél : +689 87 35 01 55 – 40 82 02 03

Courriel :

- info@islandstudioarchitecture.com
- llobell@islandstudioarchitecture.com
- fabrice.foison@islandstudioarchitecture.com

1-10 Documents à produire

Le titulaire doit remettre à l'acheteur, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus à l'article Lp 5611-8 du code du travail, soit :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;

Suite à la circulaire n°884 PR du 12 février 2025 relative à la suppression temporaire de l'exigence d'un extrait Kbis pour l'accès aux marchés publics en 2025 parue dans le journal officiel de la Polynésie Française, l'extrait KBIS ne sera plus demandé jusqu'à nouvel ordre.

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, en Polynésie française ou à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières transmettent par courrier ou par dématérialisation les documents mentionnés ci-dessus.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 8-6 (Résiliation du marché) du présent CCAP.

1-11. Clause d'insertion par l'activité économique

Sans objet

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent marché est soumis aux dispositions des documents contractuels énumérés ci-après dans la mesure où elles ne sont pas contraires à la législation en vigueur en Polynésie Française. Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A - Pièces particulières :

- l'acte d'engagement **(AE)** paraphé, daté et signé,
- le présent cahier des clauses administratives particulières **(CCAP)**, et ses annexes,
- **l'annexe Z** signée ;
- le cahier des clauses techniques particulières **(CCTP) et ses annexes** incluant notamment le Cahier des Clauses Communes, le PIC ;
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire **(DPGF)** ;
- le **programme ou calendrier prévisionnel** détaillé d'exécution des travaux ;
- le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé **(PGC)** ;
- le Rapport Initial du Contrôleur Technique **(RICT)** paraphé, daté et signé ;
- le **mémoire technique** du titulaire déposé à l'appui de son offre ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché

Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles.

L'exemplaire original de l'ensemble de ces documents est conservé dans les archives du maître d'ouvrage et fait seul foi.

Les spécifications non portées au CCTP mais inscrites sur les plans ont même valeur que celles du CCTP.

B - Pièces générales :

- Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG applicables aux marchés publics de travaux);
- Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (C.C.S.-D.T.U) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'économie et des finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux (CCAG/TVX) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêtés des 30 septembre 2021 et 29 décembre 2022 ;
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense

C – Pièces à délivrer au titulaire

Les pièces qui sont délivrées sans frais en application de l'article 4.2 du CCAG/TVX sont les suivantes :

- a) à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, une copie des pièces particulières constituant le marché et des pièces contractuelles postérieures à sa conclusion,
- b) à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, à sa demande et sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

ARTICLE 3. PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Nature des prix

Les ouvrages faisant l'objet du marché seront réglés :

- Par application d'un prix global et forfaitaire dont le montant est donné dans l'acte d'engagement.

3-2. Contenu des prix

En complément de l'article 9.1 du CCAG-Travaux, les prix du marché sont réputés tenir compte expressément, en outre :

- De l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les travaux sont exécutés ;
- des contraintes liées aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des armées en application de l'arrêté du 19 mai 2020 ci-joint,
- des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux, objet du présent marché, et les activités de l'organisme utilisateur du ministère des Armées ;
- du déroulement d'autres chantiers, dans l'enceinte desquels l'entrepreneur devra intervenir, selon les modalités qui seront arrêtées par le maître d'œuvre et en concertation avec les titulaires des marchés correspondants ;
- **en tenant compte du fait que le site continuera son activité durant les travaux.**
- des frais d'approvisionnement des équipements et matériaux nécessaires à l'exécution du chantier sur l'Île de Tahiti et sur les chantiers,
- En tenant compte de tous les frais afférents à l'exécution des prestations et à la livraison des équipements définies aux CCTP, et notamment les frais liés :
 - ✓ À l'encadrement ;
 - ✓ aux frais généraux, charges sociales, risques industriels, bénéfices, etc.... ;
 - ✓ à l'assistance au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre par le titulaire du présent marché au cours des instructions des dossiers transmis pour autorisations ou avis aux autorités administratives,
 - ✓ à la reprise aux frais du titulaire des études et des travaux résultant d'avis défavorable ou des réserves émises lors de la délivrance de ces autorisations et avis administratifs,
 - ✓ aux essais et qualifications ;
 - ✓ à toutes primes ou indemnités de sujétions diverses versées au personnel, liés à la nature, au lieu, à l'horaire ou à la durée de travail ; notamment pour heures supplémentaires, de nuit, de week-end et/ou de jour férié ;
 - ✓ au déplacement du personnel ;
 - ✓ à l'organisation du chantier, la préparation, l'ordonnancement, la planification et le suivi des prestations ;
 - ✓ aux moyens techniques et matières consommables nécessaires pour réaliser les prestations ;

- ✓ aux matières, matériels et produits divers mis en œuvre pour réaliser les prestations, sauf exceptions explicitement mentionnées dans le CCTP ;
- ✓ aux dépenses liées à la desserte du chantier et l'amenée des fluides et énergie ainsi que l'évacuation des eaux pluviales et usées quelles que soient leurs origines ;
- ✓ aux outillages y compris outillages spéciaux, sauf exceptions explicitement mentionnées dans le CCTP ;
- ✓ à la protection des installations non concernées par le présent marché mais pouvant être dégradées lors de la livraison, du déchargement et des qualifications des équipements ;
- ✓ à toute remise en état d'installation dégradée lors de la réalisation des prestations et, en particulier, consécutive à l'absence ou à l'inefficacité des protections mises en place par le fournisseur lors de la livraison ;
- ✓ à l'enlèvement et la destruction des déchets, liquides et solides, dont la production est liée à l'activité du contrat ;
- ✓ au conditionnement, à l'emballage, aux moyens de manutention et à la manutention ;
- ✓ à l'assurance ;
- ✓ au stockage ;
- ✓ aux garanties ;
- ✓ au maintien en état de propreté des zones de livraison jusqu'à la réception du marché,
- ✓ aux coûts de transmission des documents d'études, au format papier, au maître d'œuvre, au contrôleur technique, au conducteur d'opération et aux éventuels AMO.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1 Forme des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées au 3.3.3 et au 3.3.4 du présent CCAP.

Les prix sont fermes la première année. La révision des prix intervient à la date anniversaire de la notification du marché. Les nouveaux prix sont alors applicables pour une période de douze mois.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG/TVX, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise des offres. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, le mois à prendre en compte est le mois de la date de remise de l'offre finale.

Ce mois est appelé « mois zéro » et est mentionné en page de garde du présent document.

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence / choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index suivant :

Les index de révision de prix utilisés seront les suivants :

| LOT | INDEX |
|---------------------|--------------------------------------|
| Lot 7 : DEMOLITIONS | BTG 01.0 – Index général du bâtiment |

Les index sont consultables sur Institut de la statistique de la Polynésie Française (ispf.pf), onglet : construction et BTP puis Index BTP détaillé au secteur d'activité.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,125 + 0,875 (I_n/I_0)$$

Dans laquelle :

I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois **zéro** et au mois n d'exécution des prestations.

La valeur finale de l'index de référence I à retenir pour le calcul de la révision du prix est celle atteinte à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de leur réalisation si celle-ci est antérieure.

3-3.5. Révision provisoire (si prix révisables)

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.6. Régime de variation des pénalités, primes et retenues et indemnités

Les pénalités, primes et retenues ne sont pas soumis à la révision de prix.

3-4. Paiement des co-traitants et des sous-traitants

3-4.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur, ses co-traitants éventuels et leurs sous-traitants éventuels.

3-4.2 Modalités de paiement du titulaire et des co-traitants en cas de groupement économique

Dans le cas d'un groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs membres du groupement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par le mandataire.

3-4.3 Paiement des sous-traitants

Conformément aux articles L. 2193-10 et R. 2193-10 du code la commande publique, seuls les sous-traitants directs du titulaire dont le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 10% du montant du marché sont payés directement par le maître d'ouvrage dans les conditions prévues aux articles L. 2193-11 à L. 2193-13 et R. 2193-11 à R. 2193-16 et selon les modalités ci-dessous.

Pour chaque sous-traitant, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance ainsi que la taxe qui est incluse dans cette somme.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur membre du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la taxe.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Toutes les attestations de paiement de l'ensemble des sous-traitants agréés devront être jointes à la situation du titulaire sous peine de refus de l'ensemble.

Sous-traitants ne pouvant bénéficier du paiement direct

Les sous-traitants directs dont le montant du contrat de sous-traitance est inférieur à 10 % du montant du marché et les sous-traitants de sous-traitants directs sont payés par leurs co-contractants.

Le titulaire ou le sous-traitant direct, joindra à la déclaration de sous-traitance une copie de la caution personnelle et solidaire qu'il est tenu de délivrer à son sous-traitant en application de l'article L.2193-14 du code de la commande publique.

A défaut de pouvoir produire cette caution, exigée pour assurer la protection financière du sous-traité qu'il présente, le titulaire ou le sous-traitant direct effectue une demande de délégation de paiement (conformément à l'article 14 de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance), par l'intermédiaire de l'acte spécial de sous-traitance.

3-5. Paiement et règlement des comptes.

3-5.1 Modalités de règlement des comptes

Les comptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions de l'article 12 du CCAG/TVX.

➤ Transmission des états d'acompte mensuels

Les projets de décompte sont remis par le titulaire mensuellement via le portail CHORUS-PRO (modalités de dépôt au point 3.5.5) conformément aux modèles qui seront remis lors de la première réunion de chantier.

A partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant à régler au titulaire, élabore l'état d'acompte mensuel qu'il transmet au maître d'ouvrage pour mise en paiement via le portail CHORUS-PRO.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG/TVX, le maître d'ouvrage adresse l'état d'acompte au titulaire via CHORUS-PRO dans les délais prévus à l'article 12.2.2 du CCAG/TVX.

➤ Transmission de la demande de paiement finale et décompte général et définitif

La demande de paiement finale est transmise par le titulaire via le portail CHORUS-PRO.

Par dérogation à l'article 12.4.1 du CCAG/TVX, le maître d'ouvrage établit le projet de décompte général qu'il adresse au titulaire via CHORUS-PRO dans les délais prévus à l'article 12.4.2 du CCAG/TVX.

Le titulaire dispose alors de **trente (30) jours** pour retourner au maître d'ouvrage via CHORUS-PRO le décompte général revêtu de sa signature.

Le pouvoir adjudicateur paie les sommes dues en exécution du marché dans un délai maximal de **trente (30) jours** conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du code de la commande publique.

➤ **Retenues provisoires**

Une ou des retenues provisoires peuvent être appliquées conformément à l'article 4.5 du CCAP. Dans le cas de retenues provisoires, celles-ci sont opérées sur le dernier décompte mensuel. Lorsqu'elles sont définitives, elles sont payées dans le projet de décompte final adressé par le maître d'ouvrage au titulaire.

3-5.2 Application de la T.V.A

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur

3-5.3. Approvisionnements

Il n'est pas prévu le versement d'acompte sur approvisionnement.

3-5.4 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à partir du jour suivant l'expiration du délai jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

Les intérêts moratoires sont déterminés hors taxes.

Le taux des intérêts moratoires applicable au présent marché est calculé selon la réglementation en vigueur.

3-5.5 Dématérialisation des projets de décompte

Dans le cadre de la modernisation de l'économie, du pacte de compétitivité pour les entreprises et dans un souci d'améliorer le délai de paiement, la DID de Papeete, en tant qu'entité du ministère des armées, a l'obligation de s'engager dans la dématérialisation du traitement des factures et des demandes de paiement.

Le titulaire doit déposer gratuitement ses demandes de paiement de façon dématérialisée sur le portail sécurisé CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour plus d'information, le titulaire peut consulter la documentation fournie sur le site de la communauté Chorus Pro : <https://communauté-chorus-pro.finances.gouv.fr>

NOTA : Si le titulaire n'est pas déjà en possession d'un compte « CHORUS-PRO », avant tout premier dépôt, il prendra contact avec la Section Comptabilité Métier de la DID afin de prendre connaissance de la démarche à suivre :

Téléphone : +689 40 46 30 17 / +689 40 46 30 35.

ARTICLE 4. DÉLAI(S) D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS – RETENUES - INDEMNITÉS

4-1. Délai(s) d'exécution des travaux

Le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux des marchés de l'opération est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution des travaux propres à chacun des lots s'insère dans le délai global d'exécution défini à l'acte d'engagement.

Il tient compte du calendrier prévisionnel d'exécution, précisant les périodes d'interventions principales relatives à chaque lot détaillé dans le planning annexe 10 au CCAP.)

Néanmoins chaque titulaire reste tenu d'intervenir durant la totalité du délai global d'exécution autant que besoin.

A partir de ce calendrier prévisionnel d'exécution, chaque titulaire de lot, en concertation avec les autres entrepreneurs, transmettra son planning détaillé d'exécution en tout début de période de préparation. **Tous les plannings seront concaténés et un calendrier détaillé d'exécution global sera établi par le maître d'œuvre. Celui-ci sera alors notifié par ordre de service et deviendra contractuel.**

Chaque titulaire sera alors tenu de respecter les dates et échéances fixées au calendrier détaillé d'exécution. Tout retard est sanctionné par l'application des pénalités définies à l'article 4-4 ci-après.

En cours de chantier et avec l'accord des différents titulaires, le représentant du maître d'oeuvre peut modifier ce calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global fixé. Le calendrier ainsi modifié est alors notifié par ordre de service.

4-2. Prolongation de(s) délai(s) d'exécution

Les stipulations de l'article 18 du CCAG/TVX sont seules applicables.

Pour l'application de l'article 18.2.3 du CCAG/TVX, dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée au titulaire par ordre de service qui en précise la durée. Cette durée est égale au nombre de journées réellement constatées contrairement avec le titulaire, par le maître d'œuvre se trouvant sur le site et au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries.

Pour application de l'article 18.2.3 1er alinéa du CCAG/TVX, le nombre de jours d'intempéries prévisibles est de dix (10) jours.

4-3. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux – Pénalités diverses et retenues

La liste des pénalités applicables au présent marché figure en **annexe 6** du CCAP.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG/TVX, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG/TVX, le montant des pénalités par jour calendaire de retard constaté est de 1/1000^{ème} du montant HT du lot / jour calendaire.

4-4. Cumul et plafonnement

Toutes les pénalités et retenues visées au présent CCAP sont cumulables.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant des pénalités de retard appliquées au marché n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.2, du CCAG/TVX, le montant total des pénalités appliquées au marché n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/TVX, il n'y a pas de montant plancher pour l'application des pénalités, les pénalités sont dues dès le premier franc pacifique.

4-5. Indemnités d'attente et de dédit

Il n'est pas prévu d'indemnité d'attente ni de dédit.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Avance

Conformément à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique, une avance **de 30 %** est versée au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 5.966.587 XPF HT (50.000 € HT) et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à **deux (2) mois**, sauf refus de sa part formulée à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance donnant lieu au paiement direct.

En application de l'article 10, Option A du CCAG/TVX, cette avance sera versée au titulaire du marché quelle que soit la définition du titulaire au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises.

5-1.1 - Modalités de calcul et de remboursement de l'avance

Si le délai maximal N d'exécution du marché exprimé en mois est inférieur ou égal à **douze (12) mois**, le montant de l'avance est, en prix de base, égal à **30 %** du montant du marché initial TTC.

Si le délai N est supérieur à **douze (12) mois**, le montant de l'avance est égal au produit de ces 30 % par 12/N, N étant exprimé en mois.

Le remboursement, effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant initial TTC du marché et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

5-1.2 – Paiement de l'avance

Le paiement de l'avance intervient sans formalités, dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la date de notification de l'acte (ordre de service) qui emporte commencement de la période de préparation du marché.

Le montant de l'avance ne sera pas révisé ni actualisé.

5-1.3 – Versement de l'avance aux sous-traitants

Conformément aux articles R. 2193-19 et R. 2193-20 du code de la commande publique, les sous-traitants bénéficiant du paiement direct peuvent prétendre, quel que soit le montant des prestations réalisées, au versement d'une avance, sur leur demande. Cette avance ne pourra excéder **30 %** du montant des prestations sous-traitées.

Dans le cas où le titulaire sous-traite une partie du marché après sa notification, celui-ci devra rembourser l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

5-2. Retenue de garantie

Sans objet.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

En outre, il est fait interdiction au titulaire, à ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiante quelle qu'en soit la variété.

Il est fait interdiction à l'entrepreneur principal, à ses cotraitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiante quelle qu'en soit la variété.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG/TVX et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le laboratoire du bâtiment et des travaux publics de Polynésie Française.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché ; s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître de l'ouvrage.

ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Piquetage général

Sans objet

7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet

ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux articles 18.1 et 28.1 du CCAG/TVX, il est fixé une période de préparation non comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de deux (2) mois à compter de la date fixée par ordre de service.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/TVX, la durée de la période de préparation peut être prolongée par décision du maître de l'ouvrage.

Il est procédé au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respective des parties contractantes :

- a) par les soins du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre :
 - Délivrance des autorisations d'accès comme défini au 1.4 ci-dessus ;
 - Mise à disposition des sources d'énergie dans les conditions fixées à l'article 8.3.1 ci-après,
 - désignation de lieux de dépôt provisoires des matériels et matériaux comme défini à l'article 8.3.1 ci-après,
- b) par les soins du titulaire :
 - Établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels, comme défini au 1.4 ci-dessus et remise des CPR au plus tard **une (1)** semaine après notification du marché ;
 - Établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires au démarrage des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG/TVX et dans le respect des délais, en tenant compte des durées d'approvisionnement ;
 - Établissement du planning de réalisation des travaux ; par dérogation à l'article 28.2.3 du CCAG, ce calendrier d'exécution devient le calendrier contractuel d'exécution dès sa notification par ordre de service.
 - Établissement des documents relatifs aux installations de chantier et ouvrages provisoires prévus à l'article 28.2 du CCAG/TVX;
 - Établissement d'un plan de sécurité et d'hygiène prescrit par l'article 28.3 du CCAG/TVX à soumettre au visa du maître d'œuvre qui recueillera l'avis du chef de corps. Cette obligation est applicable à chaque co-traitant et sous-traitant éventuel ;
 - remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine, adressée à l'inspection du travail compétente ;

*Contrôle général des armées
Inspection du travail dans les armées
60 rue du général Martial Valin
CS 21 623
75009 PARIS Cedex 15
Mail : cga.ita.fct@intradef.gouv.fr
Téléphones : +33 9 88 68 21 93 ou +33 9 88 68 22 10*

- établissement de la déclaration d'intervention de commencement des travaux (DICT) et expédition vingt jours au moins (jours fériés non compris) avant la date de début des travaux aux organismes concernés,
- remise au maître d'œuvre d'un échéancier prévisionnel des projets de décompte mensuels,
- établissement et présentation, si le maître d'œuvre en fait la demande, en prix élémentaires, de la décomposition détaillée du prix global forfaitaire, dans les conditions de l'article 9.3.1 du CCAG/TVX (cette décomposition ne devra pas modifier les montants partiels figurant à l'état des prix forfaitaires fourni avec l'acte d'engagement),
- les autres documents prévus au CCTP seront fournis dans des délais compatibles du calendrier détaillé d'exécution et/ou conformément aux délais mentionnés au CCTP,
- fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées à l'article 9.8 ci-après,
- **Les travaux ne peuvent commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre.**

a) Consignes particulières

Hormis les demandes particulières de l'acheteur, les horaires de travail du titulaire devront s'inscrire dans les créneaux horaires suivants :

- 6h30 – 12h00 (matin) du lundi au vendredi inclus
- 13h00 – 17h30 (après-midi) les lundi, mardi et jeudi.

Les établissements sont normalement fermés les mercredi et vendredi après-midi.

Lorsqu'une entreprise veut appliquer des heures d'embauchée et de débauchée différentes, notamment les mercredi et vendredi après-midi, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail auprès du responsable du site concerné.

Durant les activités effectuées hors horaires normaux, en cas d'accident ou d'incident grave survenu sur le chantier, l'entreprise devra informer immédiatement l'officier de permanence de la DID.

S'il souhaite travailler en dehors des heures ci-dessus le titulaire devra en faire la demande avec un préavis de 3 jours ouvrés.

8-2. Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détail

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces du marché. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

En complément à l'article 29.1.4 du CCAG/TVX, tous les documents d'exécution établis par le titulaire sont transmis au maître d'œuvre sous format papier en un (1) exemplaire, et un exemplaire sous format informatique.

Conformément au 3ème alinéa de l'article 29.1.5 du CCAG/TVX, le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre est fixé à **15 jours**. Si, dans ce délai, le maître d'œuvre constate que les documents fournis par le titulaire ne lui permettent pas de délivrer son visa, il en informe le titulaire qui doit fournir, **dans un délai de 5 jours** par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG/TVX, l'ensemble des documents qu'il lui a été demandé de corriger ou de compléter. Le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre sur les documents corrigés ou complétés est fixé à 15 jours à compter de la réception de ces dits documents.

8-3. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

8-3.1. Facilités données par le maître d'ouvrage

L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître de l'ouvrage :

- des emplacements sont mis gratuitement à la disposition du titulaire du marché, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux. Ils seront désignés lors de la période de préparation.

Ces lieux de dépôt devront être utilisés en priorité par le titulaire.

Ils seront exploités et aménagés conformément aux stipulations correspondantes du C.C.T.P.

Des branchements sur les installations existantes peuvent être exécutés mais la pose de compteurs, les frais qui en résultent et les consommations sont à la charge de l'entreprise.

Des emplacements sont mis à la disposition du titulaire pour ses installations de chantier.

La charge de réalisation des installations communes de chantier et de leur maintenance sont définis au CCTP.

Reste à la charge de l'ensemble des entrepreneurs les frais de réparation et de remplacement des ouvrages, installations, fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas où une imputation à une entreprise particulière paraît impossible à déterminer et que les conditions de protection ont été correctement mise en place.

8-3.2. Registre de chantier

Un registre de chantier sera mis en place et tenu, conformément aux dispositions prévues à l'article 28.5 du CCAG/TVX

8-3.3. Alimentation et consommation des fluides

Les points de raccordement aux réseaux sont déterminés par le maître d'œuvre.

La consommation en électricité et la consommation en eau seront à la charge du titulaire du **lot 2-structure**

8-3.4. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et protection de la santé.

Les documents ci-dessous sont à remettre au maître d'ouvrage et au coordonnateur SPS. Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre et l'accord du coordonnateur SPS.

- Etablissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévue par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 après inspection commune organisées par le coordonnateur.

Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant).

L'absence de remise au coordonnateur du plan particulier fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

- Fourniture des noms des 2 représentants de chaque entreprise (titulaire, cotraitants et sous-traitants) pour la participation au CISSCT dans la deuxième quinzaine de la période de préparation. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (titulaire, cotraitants et sous-traitants et travailleurs indépendants).

- Mise au point définitive par les entrepreneurs des installations communes d'hygiène nécessaires à l'ensemble des entreprises en fonction de leurs effectifs et de la simultanéité de leur présence sur le chantier.

La liste ci-dessus est non exhaustive ; elle pourra éventuellement être complétée par les dispositions du CCTP ou en cours de période de préparation.

8-3.5. Mesures de sécurité contre l'incendie

a) Travaux par points chauds - permis de feu

En ce qui concerne les opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de décapage, de collage, etc..., le titulaire du marché devra obligatoirement obtenir au préalable l'autorisation du maître d'ouvrage qui lui fera délivrer un permis de feu (formalité indispensable exigée par les compagnies d'assurance contre l'incendie).

L'entrepreneur devra obligatoirement effectuer une ronde deux heures après tous les travaux par points chauds.

b) Protection contre l'incendie

Le titulaire du marché devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- l'installation obligatoire, sur le chantier, d'extincteurs en état de marche,
- L'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant à tous les arrêts de travail, l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité.

8-3.6. Mise en sécurité du chantier en cas de cyclone

Dès la phase de préalerte, l'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires afin de pouvoir procéder à la mise en sécurité du chantier dès le déclenchement de la phase d'alerte. Cette mise en sécurité concernera l'ensemble du chantier :

- arrimage des installations de chantier et des éventuels locaux provisoires ;
- sécurisation des zones de stockage des matériels et matériaux ;
- sécurisation des dépôts provisoires de matériaux et matériels en attente d'évacuation;
- sécurisation des zones de chantier...

8-4. Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier

Par dérogation à l'article 33 du CCAG/TVX, le titulaire informe immédiatement le maître d'œuvre et rend compte au maître d'ouvrage.

8-5. Augmentation du montant des travaux

Par dérogation aux articles 14.4.2, 14.4.3 et 14.4.4 du CCAG Travaux, lorsque le montant des travaux exécutés atteint le montant contractuel, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par l'acheteur.

À défaut d'une telle décision, les travaux exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles du dépassement initial. Ce montant se substitue au montant contractuel pour l'application des articles 14 et 15 du CCAG Travaux.

Un avenant au marché viendra ultérieurement confirmer la décision de l'acheteur, néanmoins, dans le cas d'un marché à prix mixtes ou sur prix unitaires, l'acheteur se réserve le droit d'émettre une simple décision de poursuivre.

8-6. Résiliation du marché

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 49 à 52 inclus du CCAG/TVX.

Toutefois, par dérogation à l'article 50.4 du CCAG/TVX, en cas de résiliation du marché par l'acheteur pour motif d'intérêt général, le maximum de l'indemnité auquel pourra prétendre le titulaire ne pourra excéder 5 % du montant du marché, une telle demande devant être dûment justifiée dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision de résiliation, sous peine de forclusion.

ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Application du CCAG Travaux, le cas échéant.

9-2. Réception

Les stipulations du CCAG/TVX sont seules applicables.

La réception constitue le point de départ :

- du délai de garantie tel qu'il est défini à l'article 10 ci-après,
- des responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du code civil.

| Désignation des tranches | |
|--------------------------|------------------------------|
| Tranche Ferme (TF) | Démolition de deux bâtiments |
| Tranche Optionnelle (TO) | Démolition d'un bâtiment |

Chaque réception partielle ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des contrôles et essais définies aux articles mentionnés du C.C.T.P.

La procédure de réception partielle se déroule simultanément pour tous les corps d'état conformément aux stipulations de l'article 41 du C.C.A.G Travaux. Le titulaire est chargé d'aviser le représentant de l'acheteur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux, le délai de 20 jours dont dispose le maître d'œuvre pour effectuer les opérations préalables à la réception court à compter de la date la plus tardive entre la date de réception de l'avis d'achèvement des travaux (ou la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure) des titulaires de l'ensemble des lots.

9-2.1. Opérations préalables à la réception

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à **20 jours** à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

9-2.2. Levée des réserves

Les retards constatés dans la levée des réserves feront l'objet d'une pénalité de retard fixée à l'annexe 6 du présent CCAP.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Toute prise de possession anticipée d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage devra faire l'objet d'une décision de l'acheteur notifiée au plus tard quinze jours avant la date de la prise de possession.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Toute mise à disposition d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage devra faire l'objet d'une décision de l'acheteur notifiée au plus tard quinze jours avant la date de la mise à disposition.

ARTICLE 10. GARANTIES

Les garanties ci-après sont applicables au présent marché.

10-1. Garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 44 du CCAG Travaux, sont couverts par la garantie, les désordres apparents lors de la réception pour lesquels des réserves ont été émises, ainsi que les désordres qui apparaissent lors du délai de garantie. Le délai est d'un (1) an à compter de la réception de l'ouvrage.

Conformément à l'article 44 du CCAG Travaux, sont couverts par la garantie, les désordres apparents lors de la réception pour lesquels des réserves ont été émises, ainsi que les désordres qui apparaissent lors du délai de garantie.

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG Travaux, le délai est d'un (1) an à compter de la date d'effet de la dernière décision de réception partielle.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG travaux, si à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article 44.1 du CCAG travaux, ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG travaux, et sous réserves que ces travaux et prestations aient bien été signalés à l'entreprise durant le délai d'un an, à compter de la date d'effet de la réception, ce délai est tacitement prolongé jusqu'à la constatation, par le maître d'œuvre, de l'exécution complète de ces travaux et prestations et uniquement pour ceux-ci, que cette garantie soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG travaux.

10-2. Garantie de bon fonctionnement

Conformément aux principes dont s'inspire l'article 1792-3 du Code civil, la garantie de bon fonctionnement couvre les équipements dissociables de la construction. Le délai de garantie est de deux (2) ans à compter de la réception.

10-3. Garantie décennale

Conformément aux principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil, la garantie décennale couvre tout désordre affectant la solidité de l'ouvrage ou le rendant impropre à sa destination. Le délai de garantie est de dix (10) ans à compter de la réception.

10-4. Garanties particulières

Sans objet.

10-5. Assurances

Par dérogation à l'article 8.1.1 du CCAG Travaux, le titulaire s'engage à contracter une ou des assurances dont le niveau des garanties est adapté aux risques relatifs à l'opération de construction objet du marché.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement des travaux, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance garantissant la responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution ; au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie conformément à l'article 8.1.3 du C.C.A.G Travaux.

- une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 du Code civil, dans les conditions mentionnées aux articles A.243-1 et suivants du Code des assurances.

A défaut, le titulaire peut fournir une attestation d'assurance personnalisée dans laquelle l'assureur certifie que son client est bien assuré pour tous travaux, objet du marché ou du corps d'état notifié.

ARTICLE 11. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays.

ARTICLE 12. DÉVELOPPEMENT DURABLE

Tout chantier génère des impacts et nuisances sur l'environnement : production de déchets (non dangereux, dangereux et inertes), atteinte à la biodiversité, bruit, poussière, consommation d'énergie...

Face à ce constat, la Direction d'infrastructure de la défense de Papeete (DID PPT) demande à tous les acteurs du présent marché de trouver des solutions pratiques à mettre en œuvre et définir des prescriptions simples pour limiter l'impact sur l'environnement conformément à la réglementation, tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles.

Cette charte « Chantier Responsable » est une démarche participative et partagée. Elle permet à tous d'avoir les mêmes objectifs :

- Limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier,
- Limiter les risques sur la santé des ouvriers,
- Limiter les pollutions de proximité lors du chantier,
- Limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge,
- Limiter les impacts sur la biodiversité et, d'une manière plus générale, sur les milieux,
- Avoir un document de référence soutenu par l'ensemble de la profession (entreprises, bureaux d'étude, maîtres d'œuvre, conducteurs d'opération...) et des maîtres d'ouvrage.

Ainsi, pour la mise en œuvre de bonnes pratiques **dès le début du chantier jusqu'à la fin de ce dernier (phase de repli)**, la DID PPT demande au titulaire :

- d'identifier un référent pour cette démarche de chantier responsable ;
- de présenter à la remise de son offre, tout justificatif démontrant la mise en œuvre des dispositions mentionnées à l'annexe 1 du CCAP.
- de poursuivre son engagement au cours de l'exécution du présent marché, et de le justifier par tout moyen.

En application de l'article 20.2.1 du CCAG, le contrôle effectif du respect de ces obligations se fera au vu de la production des bordereaux correspondants, tels que prévus à l'article 36.2.2 du CCAG.

En cas d'absence de démarche responsable significative, l'acheteur peut résilier le marché conformément à l'article 50.3.1 du CCAG de référence.

ARTICLE 13. LITIGES

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG/TVX, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 2 mois à compter de la date de réception du mémoire en réclamation du titulaire du marché pour lui notifier sa décision motivée.

Toute contestation survenant entre l'administration et le titulaire à l'occasion de l'application des clauses du marché, dans l'hypothèse où elle ne pourrait être réglée par entente directe entre les parties, sera soumise à la décision de l'acheteur du marché.

L'administration et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif national de règlement amiable ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique.

Les petites et moyennes entreprises pourront également solliciter la mission PME du ministère des Armées : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr

En dernier ressort, le tribunal administratif de la Polynésie française est seul compétent pour instruire les litiges qui pourraient opposer l'administration au titulaire.

ARTICLE 14. MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS D'EXÉCUTION

Dans le respect des stipulations de l'article R. 2194-7 du code de la commande publique, l'acheteur peut inclure au marché, par avenant, des travaux supplémentaires qui sont devenus nécessaires.

ARTICLE 15. RÉGIME DES RÉSULTATS

Le régime des résultats est conforme aux dispositions de l'article 48 du CCAG/TVX.

ARTICLE 16. CERTIFICAT DE BONNE EXÉCUTION DE MARCHÉ (CBEM)

La DID de PAPEETE peut délivrer au titulaire du présent contrat, ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « Certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation de la DID de PAPEETE qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. En effet, la délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) : la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles, si la relation commerciale s'est révélée difficile, si le contrat est résilié aux torts du titulaire ...

La demande d'attribution du CBEM est à adresser par le titulaire à l'acheteur, le Directeur d'Infrastructure de la Défense de PAPEETE.

ARTICLE 17. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) sont apportées aux articles suivants du CCAG/TVX :

| Articles du CCAP | CCAG TVX |
|------------------|--------------------------|
| 2 | 4.1 |
| 3.3.2 | 9.4.2 |
| 3.5.1 | 12.2.2 et 12.4.1 |
| 4.3 | 19.2.3 et 19.2.4 |
| 4.4 | 19.2.1 et 19.2.2 |
| 8.1 | 18.1, 28.1 et 28.2.3 |
| 8.2 | 29.1.5 |
| 8.4 | 33 |
| 8.5 | 14.4.2, 14.4.3 et 14.4.4 |
| 8.6 | 50.4 |
| 10-1 | 44.1, 44.2 |
| 10-5 | 8.1.1 |
| 13 | 55.1.2 |